

Michel Rocard et la Deuxième Gauche

Une page de l'histoire du Socialisme en France : de l'autogestion aux (biens) communs ?

Ce document est issu d'un long entretien avec Michel Rocard le 25 novembre 2009 à Paris et réalisé dans le cadre de la rédaction de "[Créateurs d'utopies](#). Démocratie Autogestion Économie sociale et solidaire" (ouvrage paru en 2012 aux éditions Yves Michel). Le texte a été validé par Michel Rocard en février 2010. Les questions ont été supprimées, illustrations, notes et liens sont de la rédaction. L'entretien s'est déroulé de mémoire sans aucun document, aussi quelques oublis sont possibles ; si des lecteurs le constatent, des correctifs sont possibles par [mail](#)

Introduction



Pourquoi ressortir un récit paru il y a dix ans ? La question initiale posée à [Michel Rocard](#) (1930 - 2016) concernait l'autogestion : qu'avait-il à en dire alors que ce concept a quasi disparu du langage politique ? Sa réponse est claire : cette idée est toujours d'actualité, non dans le sens d'un récit politique mythique projetant une société autogestionnaire idéale, mais dans celui d'une conquête d'autonomie collective favorisant des initiatives locales dans tous les domaines de la vie, ce que certains dénomment depuis peu des [COMMUNS](#) ; il souligne d'ailleurs l'importance de l'attribution du prix Nobel de l'économie à Elinor Ostrom en 2009. Ainsi cet entretien nous ramène à l'actualité avec aussi à la fin (avant-dernier paragraphe) une dimension prémonitoire sur ce qui se passe aujourd'hui un peu partout dans le monde. Enfin en valorisant l'autonomie dans des pratiques de la vie quotidienne, Michel Rocard se rapproche manifestement des idées développées par [André Gorz](#) (1923 - 2007) qu'il considère comme l'un des grands maîtres de la pensée autogestionnaire et qui demeure une référence en particulier dans le mouvement écologique :

« Il ne s'agit plus de nous dévouer à une cause transcendante qui rachèterait nos souffrances et nous rembourserait avec intérêt le prix de nos renoncements [...]. Nous saurons désormais que la société ne sera jamais "bonne" par son organisation, mais seulement en raison des espaces d'autonomie, d'auto-organisation et de coopération volontaire qu'elle ouvre aux individus. »¹
[André Gorz, 1980]



Avec ses adieux au prolétariat, [André Gorz](#) a déclenché les foudres de la critique de nombreux militants de la gauche à l'extrême-gauche l'accusant « *de reniement, d'abandon de la lutte des classes et de ralliement au giscardisme.* » Ce à quoi il a répondu : « *J'appelle "non-classe" [...] tous ceux qui ne peuvent plus s'identifier à leur travail salarié et qui réclament non un emploi meilleur, mais une vie où les activités autodéterminées l'emportent sur le travail hétéro-déterminé, si bien payé soit-il. Ce sont là des exigences réalistes* »². [André Gorz, 1980]

¹ André **Gorz**, *Adieux au prolétariat : au-delà du socialisme*. 1980, éd. Galilée

² Michel **Contat** et François **George**, "Les adieux d'André Gorz au prolétariat", *entretien avec André Gorz* | [Le Monde.fr](#) / 13 oct. 1980

En juin 1977, lors du 61^e Congrès du Parti Socialiste à Nantes, Michel Rocard, l'un des principaux fondateurs et leaders de la [Deuxième Gauche](#)³, affirme l'autonomie de ce courant au sein du PS. Pour



lui, deux cultures du socialisme s'opposent : « *la Deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une Première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique.* » Ce discours n'est vraiment du goût ni des chevènementistes ni d'une bonne partie des mitterrandiens, qui vont tout faire pour minorer l'impact positif de la Deuxième Gauche.

*« Témoin de cinquante ans de socialisme, Michel Rocard a aussi vu les valeurs de gauche s'effriter au fur et à mesure que le mur de Berlin s'effondrait, entraînant avec lui le communisme et les derniers espoirs d'un monde qu'on espérait plus juste. On pourrait discuter à l'envi de cette fameuse année 1989 où l'on découvrit naïvement que la fin de la guerre froide n'était en rien l'assurance d'un monde meilleur. La mort du communisme, la fin des deux blocs, ce serait – on s'en rendrait compte bien plus tard – la naissance d'un monde unilatéral où se côtoieraient ennemis silencieux – le terrorisme, Ben Laden et dictatures invisibles – la loi des marchés, les banquiers nouveaux patrons du monde. Plus d'idéologies, plus de religion, même plus d'entreprises – tout le monde licencié, bienvenue dans la société du nihilisme, sans croyances, sans repères, sans utopie à défendre. En 1989, Michel Rocard était Premier Ministre. »*⁴ [Thomas Ducres, 2012]

Que dit aujourd'hui Michel Rocard de ces années de socialisme ?

Les difficultés de la SFIO

« Pendant un temps, je me suis fortement identifié politiquement au [Parti Socialiste Unifié](#) (PSU), mais je n'y ai pas fait toute ma carrière politique parce ce parti débouchait sur une impasse. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il est nécessaire de refaire un peu l'histoire de la gauche socialiste après la Deuxième Guerre mondiale et on arrivera ainsi tout naturellement, non seulement aux racines de l'autogestion mais aussi à son actualité. L'intention des fondateurs du PSU était de créer un parti de masse qui faisait grandement défaut à la Gauche socialiste depuis 1938.



Après la Première Guerre mondiale la SFIO ([Section Française de l'Internationale Ouvrière](#)) a été



forte, comprenant jusqu'à 300 000 adhérents. Mais la scission de 1920 au [Congrès de Tours](#) et la création du [Parti Communiste Français](#) (PCF), puis le refus d'intervention dans la guerre civile en Espagne ont provoqué de nombreux départs tout particulièrement chez les jeunes militants, ce qui fait qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, la SFIO est très affaiblie, démoralisée. [Paul Faure](#) (1878 –1960), secrétaire national, accepte même qu'un membre du Parti occupe un ministère, celui du Travail, dans le gouvernement de Pétain. De plus le parti recommande aux élus municipaux, fort nombreux à l'époque, de ne pas démissionner, ce qui n'allait pas dans le sens souhaité par la Résistance. Une opposition interne, conduite par [Daniel Mayer](#) (1909 – 1996), s'organise pour amorcer la reconstruction de la SFIO.



Paul Faure



Daniel Mayer

³ Michel **Winock**, "La Deuxième gauche dans l'histoire du Socialisme" | [Le Débat](#) N° 203 / 2019

⁴ Thomas **Ducres**, *A voté ? Trentenaire, votant blanc, cherche opinion pour présidentielle*, 2012, éd. rue Fromentin



Henri Frenay



François Mitterrand

Puis en 1945, c'est la grande épuration avec l'exclusion de tous les collaborateurs de Vichy dont Paul Faure. Ce qui entraîne un rajeunissement salutaire des cadres du parti. Toutefois Daniel Mayer refuse l'adhésion automatique des jeunes résistants, cette revendication était conduite par [Henri Frenay](#) (1905-1988), qui fut ensuite fondateur de l'[Union Démocratique et Socialiste de la Résistance](#)⁵ (UDSR), organisation mise en place en attendant que la SFIO veuille bien évoluer. L'UDSR reçoit, entre autres, l'adhésion de [François Mitterrand](#) (1916 – 1996) qui, grâce à son réseau, prend rapidement le contrôle de cet [observatoire privilégié](#) ; H. Frenay démissionne aussitôt, retourne à la SFIO, et désormais ne prend plus de positions publiques.

[Léon Blum](#) (1872 – 1950) est certes à la SFIO mais il n'en est pas le "patron", plutôt le "vieux sage". Il n'a aucune prise sur les décisions, s'il n'en a jamais eu, en effet à aucun moment il ne fut membre du Secrétariat national, il sentait trop le souffre ! C'est un humaniste qui connaît mieux que personne le "patois" marxiste ; il a tout lu⁶, et prend beaucoup de distance avec la dogmatique du parti, basée sur un vocabulaire marxisant que [Jean Popereen](#) (1925-1997) amènera dans ses bagages lors de son passage au PSU.



Au sein de la SFIO, [Guy Mollet](#) (1905 – 1975), au nom de la conservation des grands principes du socialisme, développe un discours basé sur certains concepts du marxisme : dictature du prolétariat, lutte des classes... Mais des militants, dont Daniel Mayer, commencent à prendre conscience que ce n'est pas très opérationnel. G. Mollet prend toutefois le contrôle du parti en 1946, écarte D. Mayer et bloque tout esprit de réforme interne. Le verrouillage sémantique principal de G. Mollet tourne autour de la laïcité avec une agression anticléricale constante. Comprendre le vocabulaire utilisé c'est important, ce sont en effet des mots qui qualifient une population politique, c'est indispensable à saisir si l'on veut comprendre ce qui se passe.

C'est dans cette situation que commence la guerre d'Algérie en 1954.

Mauvais choix politiques

⁵ [Éric Duhamel](#), "L'UDSR, un parti charnière" | *Pouvoirs* N° 76 / 1996

⁶ [Serge Berstein](#), "Léon Blum, un intellectuel en politique" | Centre d'histoire de Sciences Po / *Histoire et Politique* N° 5 / 2008

« Cette guerre a été un évènement absolument épouvantable et la gauche française a été mise en grande difficulté à cause de son incapacité à se positionner clairement :

- Le PCF n'a jusqu'à présent jamais accepté de donner l'autonomie à sa section algérienne et le bureau politique national en dirige les débats. Au fond, le PC laisse faire la guerre, même dans les pires moments, et il vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet en 1956. Quand des militants communistes entreprennent de bloquer des trains pour empêcher les premiers départs du contingent (fin 1956), ils le font quelque peu en franchise de la direction très hésitante du parti.
- La SFIO : après une dissolution de l'Assemblée nationale par Edgard Faure fin 1955, des élections sont organisées le 2 janvier 1956 ; G. Mollet donne son accord pour mener une campagne électorale autour de l'exigence de paix en Algérie. Il devient président du Conseil en février avec l'intention d'aboutir rapidement à une solution.

Qui dit paix, dit négociations, mais le dossier est loin d'être prêt. G. Mollet ne connaît pas grand-chose au problème complexe de l'Algérie et son projet de paix est plus un vœu qu'une véritable stratégie politique. Il nomme le [général Catroux](#) (1877 – 1969) comme ministre résident en Algérie à la place de [Jacques Soustelle](#) (1912 – 1990). La population des "petits blancs" repère très vite que ce général, gouverneur de l'Algérie au moment du réputé [discours de Brazzaville](#) le 30 janvier 1944, est un proche du général de Gaulle dont le propos sous-tend un projet de décolonisation : « *Dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi.* » Leur colère est grande et G. Mollet qui ne s'y attendait pas du tout, se rend à Alger. Ce voyage est mal préparé et l'accueil sur la place de la grande poste d'Alger est houleux avec jets des légumes variés ; G. Mollet capitule et demande la démission de Catroux.

Assez vite des désaccords se font jour au sein de la SFIO à propos de la politique algérienne du gouvernement de G. Mollet. Mais cette opposition, qui vient surtout de la fédération des étudiants socialistes, reste pour l'instant minoritaire. En fait, les cadres du parti ne se rendent pas compte de l'influence du "patois" gauchisant de [Marceau Pivert](#)⁷ (tendance Gauche révolutionnaire) sur des étudiants très remontés contre l'orientation voulue par G. Mollet et qui veulent réconcilier le socialisme avec la réalité ; ce qui leur vaut d'être nommés "les socialistes droitiers". Je deviens à ce moment là secrétaire national des étudiants socialistes.

Leçons de marxisme



« Courant 1956 j'organise un séminaire d'études pour les jeunes socialistes (la Jeunesse Socialiste fut ma première adhésion politique en 1949). Ce séminaire est animé par Victor Fay⁸ alors chroniqueur à l'ORTF. Comme il parle le français avec un fort accent polonais, il ne passe pas à l'antenne, mais écrit les chroniques.

Victor Fay, né à Varsovie en 1903, adhère au PC polonais vers 1916 ; très vite il grimpe dans la hiérarchie des cadres et devient fonctionnaire de l'Internationale Communiste. A ce titre, vers 1925, il est envoyé en France avec une mission de contrôle du PCF. Il

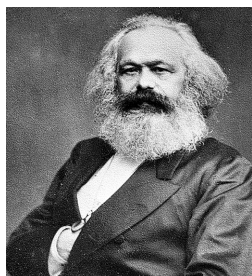
⁷ Marceau Pivert, "Tout est possible" | [Le Populaire](#) / 27 mai 1936

⁸ Victor Fay, 1903 - 1991. PC, puis PSU et enfin PS. Auteur de plusieurs ouvrages dont *L'autogestion : une utopie réaliste*, 1996, éd. Syllepse (réédition)

est, à 23 ans, chargé de la sélection et de la formation de cadres du PCF et a comme élèves Waldeck Rochet, Jeannette Vermeersch... C'est lui qui conduit le PCF à opter pour une stratégie classe contre classe, c'est-à-dire une stratégie contre la sociale démocratie, stratégie qui, en Europe, amènera Hitler au pouvoir ! Vers 1935, on lui demande de revenir en URSS. Mais, s'étonnant du silence qui entoure certains de ses camarades de l'Internationale dont il n'a plus de nouvelles, il décide de rester en France. C'est alors qu'en 1936 a lieu le premier des [grands procès de Moscou](#). Victor Fay [comprend tout](#)⁹, démissionne du parti communiste et adhère à la SFIO, sans rompre pour autant avec le marxisme. Il se retrouve très vite animateur de l'extrême gauche du parti.

Les réunions se déroulent chez lui, aucun retard n'est admis, porte fermée à 20 h 31 ! On y apprend le marxisme. Ce fut inouï ! Fay est un grand pédagogue, rigoureux, mesuré, connaissant le marxisme sur le bout des doigts. Grâce à lui on comprend ce qu'est vraiment la crise économique et financière telle que l'a prévue Marx et qui reste, ô combien, d'actualité. Plus personne au PS ne semble se souvenir de ces rencontres, c'est regrettable ; aujourd'hui dans ce parti, on a à faire à une bande d'analphabètes qui ne lisent pas !

On redécouvre cent ans plus tard que Marx avait raison et que l'on est ses enfants indignes ! Quand on



parle marxisme maintenant, on n'a que les mots goulag, stalinisme, étatisme..., à la bouche, mais c'est oublier les fondamentaux. Marx a écrit sur la propension du monde de la finance à dominer l'économie réelle. Ce monde ne défend que ses propres intérêts, ses propres profits. Marx n'était pas un révolutionnaire violent, il analysait et faisait de la probabilité de craquement. C'est un formidable auteur, trahi, pas assez lu. Le marxisme est représenté maintenant comme quelque chose de terrifiant ; certes on en connaît les résultats, mais il s'agit de trahisons dont la première est l'étatisme ouvrier, ce qui est le contraire

de la pensée de Marx partisan de l'autodétermination des travailleurs avec peu d'État au-dessus. En fait, il est anarchiste et c'est un chercheur pacifiste. Je crois que le meilleur marxiste après lui a été [Nikolaï Boukharine](#)¹⁰ (1888 – 1938) qui, à la mort de Lénine, suggérait à Staline de remettre en valeur les villages en coopératives. Cette proposition allait dans le sens de traditions ancestrales où les villages avaient souvent une organisation collective, on travaillait chez les uns, chez les autres, et Boukharine pensait qu'il fallait aider ce système à s'implanter sur le marché. Voilà une stratégie autogestionnaire ! Victor Fay est "boukharinien", moi aussi, au nom de quoi je ne suis pas marxiste mais marxien !



Vers l'indépendance de l'Algérie

« Donc séminaire horriblement studieux ! Un soir Fay nous dit "on va écouter les infos à la radio pour savoir qui va remplacer Catroux en Algérie, parce que c'est une nouvelle qui va nous concerner", on apprend qu'il s'agit de [Robert Lacoste](#) (1898 – 1989). Fay s'engage alors dans un grand monologue, je cite de mémoire :

⁹ Marion **Labeÿ**, "Le monde communiste vu par un "ex" | [La contemporaine](#)-Matériaux pour l'histoire de notre temps N° 125-126 / 2017

¹⁰ Nikolaï **Boukharine** : d'abord fidèle à Staline, s'en éloigne à partir de 1935. Est exécuté après le procès spectacle du "bloc anti soviétique des droitiers et des trotskystes". Extrait d'une [conférence à Paris](#) en 1936 : "Nul ne doute que nous traversons à l'heure actuelle la plus grande crise mondiale que l'histoire ait connue ; une crise de la civilisation entière, tant matérielle que spirituelle, crise du système capitaliste dans son ensemble"

"Mes chers camarades, vous avez la chance d'être jeunes et probablement vous ne connaissez pas Robert Lacoste. Je le connais bien, il se dit de la classe ouvrière alors que c'est un petit bourgeois fonctionnaire des finances, syndicaliste de Force Ouvrière, technocrate inculte sans vision du monde. Il est sans doute loyal dans son soutien au programme de Mollet pour la paix en Algérie, mais il ne sait pas ce qu'est ce pays. Il va y découvrir des français, souvent adhérents à FO, qui vont lui tomber dans les bras et son horizon va ainsi se rétrécir à la défense des intérêts de salariés français modestes. Mais il en oubliera la population musulmane avec laquelle il n'aura aucune entrée. Ainsi tout va s'enchaîner, il va se soumettre à la volonté des "petits blancs" et comme en plus il est nationaliste, il brandira les insignes de la République, le drapeau... Mes chers camarades, tout cela annonce pour le socialisme français une grande catastrophe et il nous faut préparer la suite, alors au travail !"

C'est, je pense, ce soir-là, qu'une pensée à gauche résolument moderne est née : reconnaître et admettre qu'un peuple peut, pour se distinguer de l'occupant, construire son identité d'abord à partir de sa religion qui sert alors de ciment unificateur ; pour certains socialistes libres penseurs ce n'était pas simple à assimiler !

C'est comme ça que des jeunes socialistes entrent en lutte contre la guerre d'Algérie. Très vite j'obtiens de la Fédération des étudiants socialistes une majorité contre la guerre. Mais c'est la seule unité statutaire du parti qui est sur cette position, en effet aucune fédération territoriale ne va l'adopter.

[Pierre Mendès-France](#)¹¹ (1907 - 1982), en mai 1956, et [Alain Savary](#) à l'automne de la même année, en désaccord avec la politique algérienne conduite par Guy Mollet, démissionnent du gouvernement.

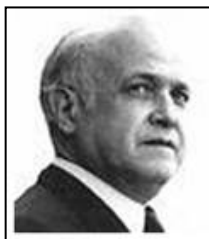
En avril 1957, à la demande d'un groupe d'étudiants socialistes de Paris, je rédige un rapport interne¹²



"[Le drame algérien](#)". - À cette époque le parti c'est quelque chose, on peut présenter un texte en section qui, s'il est approuvé, remonte à la fédération, etc., ce n'est vraiment plus ainsi que ça se passe maintenant ! - Il faut une signature prestigieuse pour ce rapport, Henri Frenay accepte. La 6^e section SFIO de Paris l'approuve et le transmet à la Fédé de la Seine afin qu'il soit pris en compte pour le prochain congrès, mais G. Mollet réussit à l'étouffer. Il est cependant tiré à la ronéo à quelques exemplaires mais n'est pas publié officiellement par le parti.

C'était raté !

Mais on ne se décourage pas et on commence à organiser des meetings, y compris à la Mutualité. Alain Savary est l'âme de la résistance intellectuelle et du combat contre la politique de G. Mollet.



Cependant, ne voulant pas se mettre en porte-à-faux à l'égard de la direction du parti, il n'y assiste pas. Un seul député, [Antoine Mazier](#) (1908 – 1964) élu à St Brieuc, nous soutient vraiment. C'est d'ailleurs lui qui fera basculer toute la Bretagne vers le PSU.

La lutte contre la guerre prend beaucoup d'ampleur au moment où le gouvernement décide d'envoyer le contingent en Algérie. Ce combat n'est soutenu officiellement par aucune organisation politique puissante. C'est un combat du milieu intellectuel, principalement des catholiques, des membres de la [JEC](#) (Jeunesse étudiante chrétienne) et quelques communistes, avec comme fer de lance le journal France-Observateur qui deviendra le *Nouvel Observateur*.

¹¹ Seloua Luste **Boulbina**, "1954, Pierre Mendès-France et les indépendances : Indochine, Tunisie, Algérie" | [Sens Public](#) / 2006

¹² Ce texte figure dans mon livre *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, 2003, éd. Mille et une nuits

En mai 1957, le gouvernement ne résiste pas à la crise financière qu'il a déclenchée ; on arrive ainsi au coup d'État de mai 1958, c'est G. Mollet qui va chercher de Gaulle à Colombey. A. Savary prend alors la tête de l'opposition interne dans la SFIO, mais aussi celle au général de Gaulle. Dans un premier temps, il cherche d'abord à connaître la réalité de l'Algérie, parce qu'on ne sait pas grand-chose : qu'est-ce que fait l'armée ? Qu'est-ce qui se passe dans les camps de regroupements ? Qu'en est-il de la torture ?

En Septembre 1958, toute ma promotion de l'ENA (École nationale d'administration) est envoyée en Algérie avec pour mission de réorganiser l'ensemble de l'administration en partant du principe que le problème algérien ce n'est pas une affaire d'indépendance mais de mauvaise administration ! D'accord pour le mauvais état de l'administration, mais ce n'est pas pour autant que la question de l'indépendance n'existait pas. Cette mission était en fait complètement idiote !

Crise à la SFIO et naissance du PSU

« Le même mois se tient le 50^e congrès de la SFIO. J'étais alors secrétaire politique de la minorité. On avait décidé de se battre. Je ne suis pas au congrès mais j'apprends à Alger que Savary n'est plus membre de la SFIO ! Le lendemain le Monde titre en 1^{ère} page : "[messieurs Depreux, Mazier, Verdier...](#) quittent la SFIO et créent le **Parti Socialiste Autonome**" (PSA). Quand je rentre d'Algérie en mars 1959, j'adhère au PSA où je retrouve 15 000 militants, issus pour la plupart de la SFIO et fortement mobilisés dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Très vite des discussions commencent avec **Tribune du communisme**, journal animé principalement par [Serge Mallet](#) (1927 – 1973), [François Furet](#)¹³, Jean Poperen... et avec l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) regroupant depuis deux ans :

- **Les clubs de France Observateur** : [Gilles Martinet](#) (1916 – 2006), [Claude Bourdet](#) (1909 – 1996)...
- **le Mouvement de libération des peuples (MLP)**. On y retrouve beaucoup de militants issus de l'ACO ([Action Catholique Ouvrière](#)). Le MLP est une organisation purement ouvrière, composée de 2/3 de syndiqués CFTC et 1/3 CGT ; son journal "Le Monde ouvrier" est très bien fait. Le MLP comme parti provient d'une scission en 1951 du Mouvement populaire des familles dont l'autre branche, le MLO ([Mouvement de libération ouvrière](#)) reste proche de l'action catholique et refuse la transformation en parti politique.
- **Le Centre d'action de la gauche indépendante (CAGI)**, fusionne rapidement avec le MLP pour devenir l'[Union de la gauche socialiste](#). L'UGS est à la fois très intello et très action catholique ouvrière. La vision politique qui vient de l'ACO, est une vision de proximité ; les militants sont acharnés à aider les gens à vivre, ils créent des coopératives de machines à laver, des jardins ouvriers, de l'habitat avec les Castors, des coopératives d'achats, etc. La [Confédération syndicale des familles](#) (CSF) est née de cette mouvance.

L'unité du PSU

« Le PSU trouve rapidement son unité dans le ciment de la lutte contre la guerre d'Algérie, avec des militants très typés, à haute prétention intellectuelle (profs de facs, écrivains...). Il n'y a pas, du moins pas encore ! de "course à l'échalote" pour des postes d'élus. Tout le monde s'en fout ! Avec cette marque d'être totalement désintéressés, les débats au PSU sont d'une grande vitalité, c'est quelque chose d'extraordinaire. Je n'ai jamais retrouvé cela depuis.

¹³ François **Furet**, *Penser la Révolution française*, 1978, éd. Gallimard

En avril 1960, au [Congrès de création du PSU](#) à Issy-les-Moulineaux, cinquante-quatre délégations étrangères sont présentes, venues pour saluer le retour à l'espoir et à l'honneur du socialisme en France qui se déshonore dans la guerre d'Algérie : Guy Mollet est alors ministre d'État du Général de Gaulle, le PCF, toujours autant "national colonialisme", est à peu près hors du coup. La délégation marocaine était conduite par un certain [Medhi Ben Barka](#) (1920 – 1965), celle du Chili par un certain [Salvator Allende](#) (1908 – 1973).



Salvador Allende



Mehdi Ben Barka

Le PSU vit ainsi vingt mois intenses dans cette grande bataille contre la guerre d'Algérie. Cela unifie tout le monde. Mais seules l'[UNEF](#) (Union nationale des étudiants de France) et la [CFTC](#) (Confédération française des travailleurs chrétiens), comme organisations puissantes, s'engagent vraiment dans ce combat, ce qui fait dire à François Furet : *"dans de telles circonstances, la stratégie intellectuelle est à bout de course, il y a beaucoup d'écrits qui dénoncent la guerre dans l'indifférence générale, il n'y a pas d'espoir institutionnel, il ne reste que la rue !"*

En septembre 1960 paraît "[Le manifeste des 121](#)", qui appelle à l'insoumission les jeunes français appelés à partir en Algérie, sans évoquer un seul instant les conséquences que cela peut entraîner : emprisonnement, risques professionnels ... J'explose de rage à cette idée irresponsable. Supposez qu'il y ait ne serait-ce que cinquante insoumis, dans quel pays va-t-on les exiler, qui s'occupera des faux papiers, où trouver l'argent nécessaire ? Je pense et le fais savoir qu'il est beaucoup plus utile et efficace d'être actif dans le contingent ; ainsi par exemple lors du putsch des généraux, afin d'éviter l'éventuel envol des paras sur Paris, les hélices des avions de transport sont dévissées. Cela suppose de l'organisation, et c'est possible parce qu'il existe un réseau de militants dans l'armée très actif. Ce réseau publie régulièrement, à destination des officiers servant en Algérie, un petit bulletin qui ne relate que des faits. [Robert Chapuis](#) avec la [JEC](#) (Jeunesse étudiante chrétienne) a été décisif dans cette organisation ; de mon côté, j'informe régulièrement le [Club Jean Moulin](#) et parfois aussi le cabinet du Général de Gaulle.



À la parution du manifeste, le PSU s'emballe, surtout les cathos de l'ex MLP. On était un petit nombre complètement stupéfaits. Tout ceci conduit à première division dans le parti : une tendance s'opposant à l'insoumission, une autre, composée d'anciens communistes et de cathos, à fond pour ! Lors du congrès de Clichy (mars 1961) les opposants à l'insoumission, dont je suis, se font huer. Belle ambiance ! En commission des résolutions, les "pour" quittent la salle ; énorme maladresse car ceux qui restent se mettent vite d'accord sur un texte commun et emportent facilement la majorité. Ce fut la première faille dans l'unité du PSU.

Le 1^{er} novembre 1961, date anniversaire du déclenchement de l'explosion en Algérie, une manifestation est prévue. Pour contourner la police, il est convenu que toutes les sections parisiennes du PSU se réuniraient quelque part et que le lieu serait indiqué par téléphone à 17 h 30, c'est d'abord la Place Blanche, puis la place Clichy où on se regroupe auprès de la statue du Maréchal de Moncey ! [Édouard Depreux](#) grimpe sur le socle et fait un bref discours. Comme il est très connu comme ancien ministre de l'Intérieur et de l'Éducation, cette opération déclenche un barouf énorme avec beaucoup d'échos dans les médias. L'UNEF est furieuse et veut nous donner des leçons. Mais c'est bien cette manifestation qui est le déclencheur des nombreuses qui vont suivre, jusqu'à celle de Charonne le 8 février 1962 avec la



mort de neuf militants, plus de 500 000 personnes assistent aux funérailles des victimes. On avait réveillé l'opinion et de Gaulle a très vite compris ce qui se passait.

De l'unité vers les sept tendances

« Au moment de l'indépendance de l'Algérie [cf. également "[Algérie : colonialisme, indépendance, autogestion](#)"] l'unité politique du PSU reste encore forte. Pendant la guerre d'Algérie on n'avait pas à travailler sur la fusion des différents courants de pensée portés par les militants. et durant les universités d'été on ne parlait que de la guerre, de l'anticolonialisme. Mais ensuite ce fut tout autre chose ! J'entends encore Savary me dire au cours d'une partie d'échec : "*la guerre d'Algérie, c'est fini, reste un problème : faire le socialisme en France. Il y a deux moyens : la révolution ou la réforme. En 1920, on a choisi la réforme, on doit rester fidèle à ce choix. Si pendant la guerre notre meilleur allié fut à la fin le Parti communiste, ce n'est plus le cas maintenant, reste donc la SFIO*". Et je m'entends lui répondre, "*attends un peu que le parti fasse sa mutation et réfléchisse, la SFIO c'est l'horreur, l'offense, ce n'est pas pensable de s'associer à eux !*"

En janvier 1963, c'est le 2^e Congrès à Alfortville. Le PSU est devenu un étrange ramassis de gens qui viennent de différents courants de pensée avec chacun ses rêves, on est à peu près 14 000 à cette époque. Ce congrès révèle sept tendances ! Véritable explosion où chacun dit son crédo :

- Les anciens radicaux, bourgeoisie aisée, chantres d'une laïcité à la radicale ; véritable déclaration de guerre aux anciens du MLP
- Les anciens du MLP expriment le vœu d'une société pacifiée grâce au socialisme démocratique pensé à la manière de l'action catholique ouvrière.
- Les sociaux démocrates se réveillent et veulent refaire une SFIO propre, c'est Alain Savary qui pousse à cela.
- Les anciens communistes rêvent d'un appareil en alliance avec le communisme international, c'est Jean Poperen qui en est le leader.
- et trois autres petites tendances de l'extrême gauche révolutionnaire (trotskystes, maos entre autres).

On est quelques uns à paniquer. Gilles Martinet, numéro 2 du PSU, dit : "*on va à l'éclatement !*". Il rassemble des gens autour de lui, surtout des intellectuels issus de l'UGS, avec la confiance de certains militants ex-MLP. Je me joins au rassemblement. On écrit un projet socialiste où déjà l'idée du rêve révolutionnaire est laissée de côté ; c'est rédigé dans un langage clair, alors que les autres motions le sont avec les patois anciens.

Congrès fort agité et déjà on sent que l'on n'a plus le vocabulaire commun pour s'entendre et lorsqu'on n'a plus le vocabulaire, cette base nécessaire pour se comprendre, alors on en est réduit aux procédures, ce qui donne une légitimité abominable, désolante.

Ensuite le PSU change de direction nationale très souvent avec un épisode plutôt drôle : lors d'un comité directeur, la province exprime une grande colère à l'encontre des parisiens, ce qui débouche sur un bureau national sans parisiens ! Ainsi, pendant trois ou quatre mois, le PSU est administré uniquement par une délégation provinciale. Beaucoup de militants s'en vont et la presse assassine le PSU.

Le militantisme PSU commence à perdre de sa vocation politique nationale, on ne sait plus trop où s'orienter. Peu à peu le parti devient tristounet, sans espérance, sans grand projet politique.

L'autogestion apparaît

« Dès sa fondation en 1964, la CFDT est en pleine réflexion sur la notion de **planification démocratique** qu'elle va très vite associer à l'idée d'autogestion. Dans l'élaboration des plans, telle qu'elle l'envisage, une grande place doit être laissée aux travailleurs, mais cette planification se limite à l'entreprise, ce qui est regrettable.

Dans un premier temps, la CFDT est la seule organisation à parler du socialisme autogestionnaire mais avec très peu d'échos, le PSU, pas plus d'ailleurs que l'ensemble des partis de gauche, ne capte l'intérêt de ce nouveau concept dont les fondements proviennent de la [Yougoslavie](#). Au PSU on se déchaîne sur la critique de la société de consommation, Serge Mallet¹⁴ est décisif là-dessus, sur la critique du savoir aristocratique et enfin sur la critique de l'excès de hiérarchie dans la société. On a aussi un militantisme de proximité, chaleureux, intelligent, et le PSU est vraiment porteur de tout ce qui fait et s'écrit de bien là-dessus. Il n'a pratiquement plus aucune relation avec la SFIO, parti qui continue à croupir dans sa faiblesse congénitale et guère plus avec le PC, toujours aussi monolithique stalinien.

Cette orientation, fort louable, n'a alors que les débats municipaux comme entrée possible dans le champ politique, ce qui est bien mais pas suffisant : tout le monde demande une gestion par les usagers des équipements collectifs ; tout le monde veut intégrer le sens du paysage, le sens de l'urbanisme dans l'équilibre des villes. C'est le militantisme local qui prime, c'est la période florissante des GAM ([Groupes d'Action Municipale](#)) et c'est à partir de là que l'ADELS¹⁵ se développe, j'en fus le président il y a quelques années. On commence également à évoquer l'intégration des populations minoritaires, la lutte des femmes...

L'explosion de Mai 68 provoque un sursaut salutaire. La CFDT est aux premières loges dès que le mouvement passe dans le monde ouvrier, d'ailleurs de façon plus ou moins spontanée, en effet les centrales syndicales n'en sont pas à l'origine ; en fait, ce sont des militants trotskystes de FO qui ont souvent l'initiative dans les entreprises, comme par exemple à Renault Cléon, à St Nazaire...

¹⁴ Serge Mallet, *La Nouvelle classe ouvrière*, 1963, éd. du Seuil

¹⁵ Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale. "Aujourd'hui, on en appelle à la société civile, afin qu'elle participe au renouvellement de la démocratie, et faire en sorte que les citoyens aient vraiment une place dans la gouvernance". A été dissoute en janvier 2012, publiait la revue Territoires.

À ce moment-là tout le monde a besoin d'un concept rassembleur et c'est la Fédération Chimie de la CFDT qui propulse **l'autogestion**. Lancée sur un terrain plus que favorable, l'idée est bien reçue, elle donne sens au mouvement et prend de l'ampleur. On parle alors de décentralisation du pouvoir, du contrôle ouvrier, d'associer la société civile aux décisions et à la gestion des communes..., c'est tout cela l'autogestion. Mot quelque peu magique mais qui a vertu de rendre compte du militantisme de proximité, qui permet de faire le lien entre le militantisme politique et le militantisme syndical, qui



met en évidence un projet de réorganisation sociale devenant un projet politique pour la société tout entière. Le PSU s'emballe sur ce concept qui n'était pas à priori le nôtre, mais qui finalement pouvait coiffer toutes nos pratiques militantes.

Pendant plusieurs années, on travaille et on pense beaucoup à propos du pouvoir aux travailleurs... et le [congrès de Toulouse](#) en décembre 1972 adopte le [Manifeste pour l'autogestion](#) : « *L'autogestion, loin d'être pour nous une vague utopie, constitue au contraire l'axe politique autour duquel se construira la société socialiste* ». [Le vocabulaire de ce manifeste](#) est, à mon avis, quelque peu trop jacobin, dans le sens où

l'on a encore une vision trop étatique, avec comme objectif premier la conquête de l'appareil central de l'État, pour inévitablement le remplacer par un autre appareil central, puisque c'est le débouché logique de toute révolution !



Comme Secrétaire national du PSU, je tenais pourtant à maintenir le mot, alors très critiqué à cause de la Yougoslavie et de "son" autogestion à la mode du parti unique. En fait je pense qu'un travail pratique/théorique remarquable s'est effectué avec des yougoslaves, je vous renvoie à la préface que j'ai écrite à ce sujet pour un livre sur l'autogestion yougoslave de Milojko Drulovic¹⁶. L'autogestion, pour ce pays, ce fut une intuition étonnante, mais [Tito](#) (1892 – 1980), pour tenter de contenir d'énormes difficultés interrégionales, avait maintenu le Parti unique et le contrôle de la pensée. Le désastre qui est survenu à sa mort a entaché l'autogestion et on en a été un peu victime, en effet, on n'échappe pas à ce renvoi vers Tito et son pouvoir hyper centralisé et totalitaire. J'ai, un moment, souhaité remplacer autogestion par autonomie mais je n'ai pas été suivi...

Du PSU au PS

« On fait de la politique, parce qu'on pense qu'il sera possible, un jour, d'accéder démocratiquement au pouvoir pour mettre des idées en pratique, sinon ça n'a pas beaucoup de sens.



Pourquoi n'avoir pas rejoint le PS dès 1971 à Épinay, lors du [Congrès constitutif](#) de l'actuel Parti Socialiste, François Mitterrand en devient le Premier secrétaire national ? La même année, toujours en juin, se tient le 7^e Congrès du PSU à Lille. Depuis 1968 une bonne partie du PSU (région parisienne surtout) est plus ou moins colonisée par les maos et les trotskystes. Ceux-ci veulent profiter de ce congrès pour régler des comptes avec le Secrétaire national du parti qu'ils jugent complètement réactionnaire. Congrès terrifiant ! Déjà par la procédure des votes, qui se font par appel

¹⁶ Milojko **Drulovic**. *L'autogestion à l'épreuve*, 1973, éd. Fayard

à la tribune, plus d'une heure pour chaque vote ! J'arrive à Lille avec dans la poche une lettre de François Mitterrand dans laquelle il me souhaite bonne chance et de travailler avec succès à l'union de la gauche. Je n'ai pas osé la lire, ça aurait été l'horreur ! Les séances n'en finissent pas, à 2 ou 3 heures du matin on discute encore, même si presque tout le monde dort. J'étais mal parti mais finalement je gagne grâce à la province. Si j'avais perdu, serais-je parti tout de suite ? Je ne crois pas, parce qu'en agissant à titre personnel, mon adhésion au PS n'aurait eu aucun poids. Il fallait que l'on garde une cohésion militante, avec l'autogestion comme ciment. Ainsi, avec bon nombre de camarades, on crée une solidarité forte et active pour résister à l'ultra gauchisme conduit par [Alain Badiou](#)¹⁷ (1937...). De quoi parle-t-on dans les instances dirigeantes du PSU ? Essentiellement et à perte de vue du pourquoi Mai 68 a échoué. Et invariablement l'analyse de Badiou est "on n'est pas allé jusqu'au bout de la violence ouvrière !" Le genre de théorie qui a conduit aux brigades rouges en Italie.

Le PSU, historiquement, ce n'est pas cette pensée de la "haine de la démocratie"¹⁸ portée par Alain Badiou complètement à côté de la réalité. On a un réel projet politique, solidement ancré dans la vie quotidienne, projet qui peut redonner du sens à la gauche. Mais on ne sait pas le faire valoir électoralement, le parti étant sans doute trop identifié dans l'opinion à sa tendance gauchiste. Donc en toute logique, si l'on veut effectivement participer au pouvoir, on doit aller au PS, les [Assises du socialisme](#)¹⁹ en 1974 sont l'occasion de le faire savoir, mais cela faisait déjà quelques mois que l'on s'y préparait.



On part à 2 000 à peu près et on entre au PS par la grande porte. On l'irrigue rapidement en bouleversant des habitudes, des pensées... J'ai l'impression d'avoir fait avancer des choses importantes sur la décentralisation, la Nouvelle Calédonie, le RMI...

L'exercice du pouvoir

Après 1981, on ne peut pas dire que le socialisme autogestionnaire n'ait pas produit de résultats. Par exemple :

- [les lois "Auroux"](#) ([Jean Auroux](#) 1942-..., Ministre du travail de mai 1981 à mars 1983), premières lois reconnaissant aux travailleurs, dans l'entreprise et sur leur temps de travail, le droit de s'exprimer sur leurs conditions de travail sans nécessairement passer par les syndicats, c'est une approche issue de l'autogestion ;
- les premières lois de décentralisation, viennent du "*décoloniser la province*", expression chère au PSU et dont je suis à l'origine ([Rencontre socialiste](#) Grenoble, 1966). On dénonce par là les excès du centralisme ; on prône un autre fonctionnement du pouvoir avec vérification de sa légitimité à chaque étage et une autre efficacité économique. Au moment de la



¹⁷ Alain **Badiou** et autres, *Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau*, 1969, éd. Maspero

¹⁸ "La démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme" (A. Badiou, [Libération](#), "Mao en chaire", 10 janv. 2007)

¹⁹ René **Dumont**, "Quand le feu est à la maison, la grange peut attendre" | [Tribune socialiste](#) / 22 octobre 1974

décentralisation je suis ministre du plan et j'invente la notion de [Contrat de plan](#), ce qui donnait une dimension collective à la décentralisation.

- j'ajoute le mouvement féministe, l'urbanisme social...

Tout cela vient de la pensée autogestionnaire. Ce n'est pas parfait, loin de là mais en politique tout est question de dosage. Avec François Mitterrand j'ai rencontré la difficulté de se comprendre, et ce bien



avant son élection comme Président. Mais en 1975 je lui ai quand même arraché "[15 thèses pour l'autogestion](#)"²⁰. En politique, à partir du moment où l'on a renoncé à la révolution, on avance pas à pas, et dans le pas à pas il y a ce que l'on peut bousculer, par exemple au moment de la mise en place du RMI (loi N° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988), et ce que l'on ne peut pas. Le [Revenu Minimum d'Insertion](#) vient d'une éthique sociale sur le refus de la pauvreté, d'une réflexion sur la puissance publique comme responsable des arbitrages budgétaires et avec l'idée qu'un revenu minimum doit être assuré à tous. Le point central du RMI, c'est l'Insertion et c'était la première fois que l'on décidait d'affecter de l'argent public et des agents pour aider des gens pendant deux ans dans une démarche de réinsertion sociale. L'accroissement du chômage de longue durée fait que le RMI est devenu permanent. Le passage au RSA ([Revenu de Solidarité Active](#)), c'est-à-dire à un début de travail qui ne fait pas tomber l'allocation, est une sage décision qui devenait une nécessité absolue. J'aurais souhaité que la Formation professionnelle soit plus partie prenante du dispositif, mais je n'ai pas pu obtenir que certaines procédures d'aide à la formation professionnelle et au choix du premier métier soient changées.

L'autogestion a-t-elle un avenir ?

« Aujourd'hui, le gouvernement recentralise la France parce que c'est plus commode à diriger et la revendication d'autogestion redevient d'actualité : *"Une société autogestionnaire c'est une société où les hommes sont capables de prendre en main leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations et toute leur vie quotidienne.* Cette définition est celle du Manifeste pour l'autogestion du PSU (1972). Je pense qu'elle est encore valable.

Le prix Nobel des sciences économiques 2009 a été attribué pour la première fois à une femme, [Elinor Ostrom](#)²¹ (1933-2012). J'ai titré un papier paru dans Libération (20 oct. 2009) "[le Prix Nobel pour l'autogestion](#)" ! Je ne connais pas Madame Ostrom mais quand elle dit que ce qu'il y a de moins mauvais dans l'économie ce sont les [coopératives, les associations](#), etc., c'est formidable ! Le PS aurait dû s'emparer de cela immédiatement. La liaison entre le PS et les structures de l'économie

²⁰ Les "15 thèses pour l'autogestion" ont été adoptées par la Convention nationale du Parti Socialiste du 22 juin 1975

²¹ Juan Camilo **Cardenas** et Rajiv **Sethi**, "Elinor Ostrom : par-delà la tragédie des communs" | [La Vie des idées](#) / 11 oct. 2016

sociale se fait mal ; c'est du travail de terrain et ça le PS... Le socialisme a peu à peu perdu contact avec sa niche d'origine, les coopérateurs, les mutuelles ouvrières ..., c'est regrettable.

Aujourd'hui ce que l'on doit investir prioritairement c'est la lutte contre l'effet de serre, la lutte contre le sida, c'est le partage de l'eau... Dans tous les cas, il faut donner une dimension internationale à tous



ces graves problèmes, avec des représentants élus ayant le droit de se mêler aux affaires internes d'États pour casser des logiques de pseudo souveraineté nationaliste, de corruption... Si dans les quelques années qui me restent, je pouvais assister, en y participant avec mes moyens, à ce que les Nations Unies décident vraiment des régulations mondiales dont on a absolument besoin, pour moi ce serait bien²². Il n'y a pas d'autre espoir. Je pense que dans les années à venir il va se produire des montées de colère contre les institutions responsables mondialement ; c'est la société civile qui peut faire bouger le monde, par exemple la [Convention internationale concernant l'interdiction de l'usage des mines terrestres](#), est un [document](#) signé par presque tous les gouvernements du monde sous pression de la société civile.

Avec André Gorz²³, je revendique aussi mon autonomie créatrice ! Je ne sais s'il a été membre du PSU, mais on l'invitait de partout. Il était dans la mouvance intellectuelle qui a produit toute la pensée autogestionnaire et je suis l'un de ses disciples. Je pense que l'on peut encore s'en inspirer. »

Rédaction Pierre Thomé : août 2014, complété en déc. 2019
(document en libre accès, **citer la source**)

²² Michel **Rocard**, quelques titres d'ouvrages :

- *le PSU et l'avenir socialiste de la France*, 1969, éd. du Seuil
- *Si la gauche savait*, 2005, éd. Robert Laffont
- *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?* 2015, éd. Flammarion
- *Que reste-t-il du socialisme ?* 2017, éd. Flammarion

²³ André **Gorz**, quelques titres d'ouvrages :

- *Le socialisme difficile*, éd. du Seuil, 1967
- *Écologie et politique*, éd. Galilée, 1975
- *Capitalisme Socialisme Écologie*, éd. Galilée, 1991